



Arrêt

n° 236 774 du 11 juin 2020
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. VAN RISSEGHEM
Avenue de Messidor 330/1
1180 BRUXELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 décembre 2019 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision de la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 novembre 2019.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 21 janvier 2020 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 4 février 2020.

Vu l'ordonnance du 12 mai 2020 prise en application de l'article 3, alinéa 6, de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 19 du 5 mai 2020 concernant la prorogation des délais de procédure devant le Conseil du contentieux des étrangers et la procédure écrite, dont la durée d'application est prorogée par l'arrêté royal du 26 mai 2020.

Vu la note de plaidoirie de la partie requérante du 22 mai 2020.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et refus de la protection subsidiaire prise par la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommée la « Commissaire adjointe »).

2. Dans sa demande de protection internationale, le requérant expose en substance les faits suivants, qu'il confirme pour l'essentiel en termes de requête :

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne, d'origine ethnique peule, de religion musulmane et originaire de Conakry (Guinée). Vous êtes membre du MTSA (Mouvement Tous Sauf Alpha) et sympathisant de l'UFDG (Union des Forces Démocratiques de Guinée).

A l'appui de votre demande, vous évoquez les faits suivants :

Vous étiez étudiant, et résidiez à Lansanyah CBA, dans le quartier de Kountia, commune de Coyah, à Conakry (Guinée).

Le 8 mars 2013, vous décidez de fonder, avec quatre autres personnes, l'AJCEG (Association des Jeunes contre l'Excision en Guinée) pour sensibiliser la population guinéenne aux méfaits de l'excision. Le 25 décembre 2015, l'AJCEG organise un match de football dans votre quartier. Pendant la mi-temps, vous prononcez un discours adressé aux femmes exciseuses et aux autorités religieuses. Lors de ce discours, vous critiquez également le chef de votre quartier, [E.H.O.S.], pour son inaction. Les gens se mettent alors à vous huer. Lors du match, le ballon atterrit dans la cours de [M'M.], une femme à la tête d'un groupe d'exciseuses et dont le fils, [G.], est gendarme. S'en suit une altercation. [M'M.] vous accuse dès lors de l'avoir insultée et frappée. Plus tard, la gendarmerie vous embarque et vous emmène à la prison « Kilomètre 36 ». Le 16 janvier 2016, votre oncle paternel, [E.H.A.B.], vous fait sortir du cachot. Le 31 mars 2016, votre association organise une soirée de sensibilisation au Motel Océan. Des gendarmes débarquent à nouveau et vous emmènent à Coyah. Là-bas, vous subissez un interrogatoire violent au sujet de filles que vous auriez cachées. Vous niez. Les gendarmes vous emmènent alors au domicile de votre oncle paternel qu'ils fouillent. Sur place, ils s'en prennent à votre oncle, à votre tante et à la domestique, avant de découvrir votre carte de membre du MTSA. Vous êtes ensuite emmené dans un lieu de détention à Coyah où vous êtes incarcéré jusqu'au 9 avril 2016, date à laquelle votre oncle vous fait évader par l'entremise d'un homme d'affaires, [R.]. Ce dernier vous ramène à son domicile où vous retrouvez votre oncle qui vous apprend que vous devez quitter le pays au risque d'être transféré à la prison de Kindia.

Le 10 avril 2016, vous fuyez par avion pour la Belgique, où vous arrivez le 11 avril 2016. Le 19 avril 2016, vous introduisez votre demande d'asile à l'Office des étrangers.

En cas de retour dans votre pays, vous craignez d'être arrêté, torturé ou de vous faire tuer par les autorités en raison de votre évasion et de l'hostilité à votre encontre de M'Mah l'exciseuse, dont le fils [G.] est gendarme. Vous craignez également [E. H. O. S.], le chef de quartier, que vous avez critiqué en public.

A l'appui de votre demande d'asile, vous déposez une carte de membre du GAMS (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Génitales), quatre photographies, un livret scolaire, un bulletin de notes, un extrait d'acte de naissance, une liste intitulée « Noms des personnes sensibilisées pour l'excision » accompagnée d'un t-shirt et d'un article des statuts de votre association (AJCEG), un exemplaire du journal « L'Observateur » du 9 mai 2016, deux convocations, ainsi qu'un mail en votre nom envoyé par une assistante sociale du centre qui vous héberge.

Le 2 mars 2017, le Commissariat général a pris une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de la protection subsidiaire en raison de l'absence de crédibilité de votre récit (connaissances limitées du sujet pour lequel vous affirmez militer, incohérences et imprécisions dans vos déclarations successives à propos de vos persécutions et des faits de persécution allégués). De plus, il estime que votre profil politique n'est pas de nature à faire naître une crainte de persécution dans son chef. Le 5 avril 2017, vous introduisez un recours contre cette décision devant le Conseil du contentieux des étrangers. Le 10 novembre 2017, dans son arrêt n° 194 832, le Conseil du contentieux confirme la décision du Commissariat général, faisant sien l'ensemble des motifs de la décision attaquée.

Vous n'avez pas quitté la Belgique.

*Le 26 mars 2019, vous introduisez une **deuxième demande de protection internationale**. A l'appui de celle-ci, vous déclarez que votre situation est toujours d'actualité et que votre vie est en danger. Vous ajoutez que vos persécuteurs ont tué l'épouse de votre oncle paternel, celle qui s'est occupée de vous, car ils étaient à votre recherche, qu'ils vous menacent de mort, que votre maison a été confisquée et que votre oncle paternel a quitté le pays. A l'appui de vos déclarations, vous déposez une lettre de votre voisine accompagnée d'une photo de la dépouille de l'épouse de votre oncle paternel et de son acte de décès.*

3. La partie requérante a introduit une nouvelle demande de protection internationale en Belgique après le rejet d'une précédente demande par un arrêt du Conseil de céans n°194 832 du 10 novembre 2017 dans l'affaire 202 860. Elle n'a pas regagné son pays à la suite dudit arrêt et invoque, à l'appui de sa nouvelle demande, les mêmes faits que ceux invoqués précédemment, qu'elle étaye de nouveaux éléments. Elle ajoute que ses persécuteurs ont tué l'épouse de son oncle paternel - dès lors que cette dernière refusait de leur révéler l'endroit où la partie requérante se cache - et que ces mêmes personnes ont par ailleurs confisqué la maison de son oncle, circonstances qui auraient, selon la partie requérante, contraint ledit oncle à quitter le pays.

4. Dans sa décision, la partie défenderesse fait application de l'article 57/6/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 et conclut à l'irrecevabilité de la nouvelle demande de protection internationale de la partie requérante.

Pour divers motifs qu'elle développe longuement, la partie défenderesse considère en effet qu'il n'existe pas, en l'espèce, de nouveaux éléments ou faits qui augmentent de manière significative la probabilité que la partie requérante puisse prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi.

Elle rappelle notamment l'absence de crédibilité du récit produit par la partie requérante à l'appui de sa précédente demande, et estime que les nouveaux éléments invoqués n'ont pas de force probante suffisante pour infirmer ses précédentes conclusions.

5. Dans sa requête, la partie requérante ne formule aucun argument convaincant de nature à justifier une autre conclusion. Elle se limite en substance à contester de manière très générale l'appréciation portée par la partie défenderesse sur les éléments invoqués à l'appui de sa nouvelle demande de protection internationale, mais n'oppose en définitive aucune critique précise et argumentée aux divers constats de la décision attaquée selon lesquels :

- le témoignage daté du 5 novembre 2017 est formulé en des termes très généraux: ce document ne fournit aucun détail que ce soit à propos des recherches prétendument dirigées contre la partie requérante ou des raisons de la fuite alléguée de son oncle. En conséquence, ce document ne peut suffire à établir les faits relatés.

- l'extrait d'acte de décès de l'épouse de l'oncle paternel de la partie requérante atteste tout au plus du décès de celle-ci, mais ne fournit aucune indication quant aux circonstances exactes du décès dont question. Les propos, émanant de la voisine, selon lesquels — la défunte serait décédée des suites de coups portés à la victime par les persécuteurs de la partie requérante — est dénuée d'élément concret pour l'étayer.

Les constats précités demeurent par conséquent entiers et privent les nouveaux éléments invoqués par la partie requérante de toute force probante.

Quant aux informations générales sur la situation dans son pays d'origine, auxquelles renvoie la requête (page 11), le Conseil rappelle que la simple invocation de rapports faisant état, de manière générale, de violations des droits de l'homme dans un pays ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays y a une crainte fondée de persécution : en l'espèce, la partie requérante ne formule aucun moyen accréditant une telle conclusion.

Il en résulte que les nouveaux éléments invoqués ne sauraient justifier que la nouvelle demande de protection internationale de la partie requérante connaisse un sort différent de la précédente.

Pour le surplus, dès lors qu'elle n'invoque pas d'autres faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié, et que ces mêmes faits ne sont pas tenus pour établis, force est de conclure qu'il n'existe pas de « sérieux motifs de croire » à un risque réel de subir, à raison de ces mêmes faits, « la peine de mort ou l'exécution » ou encore « la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit par ailleurs, dans les écrits, déclarations et documents figurant au dossier qui lui est soumis, aucune indication d'un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la même loi.

Dans une telle perspective, il n'est plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les arguments de la requête qui y seraient afférents, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

6. Dans sa note de plaidoirie, la partie requérante soutient notamment en substance que la période de confinement rend difficile l'organisation d'un rendez-vous avec son conseil. Elle observe par ailleurs qu'une « *demande d'asile se place dans le cadre de la Convention de Genève, dans le cadre de la protection des droits fondamentaux et du principe des droits de la défense* ». Elle estime que dans la mesure où elle ne peut être entendue, qu'elle ne peut réagir aux éventuelles questions qui lui seraient posées, se pose la question de l'effectivité du recours. Elle considère que de l'Arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 19 du 5 mai 2020 viole les articles 3 et 13 de la CEDH, et empêche la préparation de la défense ainsi que la défense elle-même.

À ce propos, le Conseil rappelle, en premier lieu, que la loi du 15 décembre 1980 prévoit une possibilité de statuer selon une procédure purement écrite lorsque le juge considère qu'il n'est pas nécessaire que les parties exposent encore oralement leurs remarques. Si, certes, l'article 39/73, § 2 de cette même loi prévoit la possibilité pour le demandeur à être entendu – et que la partie requérante a formulé une telle demande en l'espèce –, force est néanmoins d'observer que la procédure spécifique mise en place par l'article 3 de l'Arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 19 du 5 mai 2020 ne prive nullement le demandeur de la possibilité de faire valoir tous ses moyens de fait et de droit — en l'occurrence dans une note de plaidoirie — de sorte que le Conseil n'aperçoit pas en quoi les droits de la défense ne sont pas respectés *in concreto*. La circonstance que la partie requérante ait invoqué un risque de persécution au sens de la Convention de Genève n'est pas de nature à modifier cette conclusion, à défaut pour la partie requérante d'expliquer en quoi l'impossibilité de s'exprimer oralement devant le Conseil impacte défavorablement ses droits dans le cadre de sa demande de protection internationale. Par ailleurs, la partie requérante ne développe aucune argumentation circonstanciée, concrète et documentée qui justifierait qu'elle doive être entendue en personne par le Conseil ou qu'elle soit dans l'impossibilité de faire valoir tous ses arguments par écrit. À cet égard encore, la circonstance que la période de confinement rend difficile l'organisation d'un rendez-vous avec son conseil ne peut suffire à justifier que la partie requérante doive être entendue oralement par le Conseil dans la mesure où il est raisonnable de penser que compte tenu des circonstances actuelles, elle aurait pu envisager de communiquer d'éventuels nouveaux faits ou éléments à son conseil, le cas échéant par voie téléphonique, électronique ou postale. Le Conseil constate ensuite que la partie requérante n'expose pas en quoi la procédure en question violerait l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH). S'agissant de l'article 13 lu en combinaison avec l'article 3 de cette convention et de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la procédure mise en place par l'article 3 de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux du 19 mai 2020 offre aux parties la possibilité de développer par écrit les arguments qu'ils auraient souhaité exposer oralement, en sorte que leur droit à un recours effectif est garanti. Ainsi, l'absence de possibilité d'être entendu à la simple demande d'une partie est compensée par la garantie que chaque partie se voit offrir la possibilité de produire un écrit supplémentaire.

En ce que la partie requérante soutient qu'elle milite contre la pratique de l'excision, le Conseil rappelle que dans son arrêt n 194 832 du 10 novembre 2017 (point 5.3), il a relevé la méconnaissance manifeste dont la partie requérante fait montre tant quant à l'excision qu'à propos des moyens de lutte mis en œuvre contre ladite pratique. Partant dudit constat, le Conseil a estimé que l'implication de la partie dans la lutte contre l'excision telle qu'alléguée ne pouvait être tenue pour établie. Pour le reste, le Conseil constate que la partie requérante demeure, au stade actuel de la procédure, en défaut de produire un quelconque élément probant ou sérieux susceptible de convaincre qu'elle milite réellement contre l'excision ou qu'elle serait perçue comme tel par son entourage.

7. Il en résulte que la partie requérante n'établit pas l'existence, dans son chef, d'une crainte de persécution ou d'un risque réel d'atteintes graves, en cas de retour dans son pays.

Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande. Le Conseil rappelle à cet égard que dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce au contentieux de l'asile, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées en termes de moyen, a perdu toute pertinence.

8. Au demeurant, le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a rejeté la demande de protection internationale. La demande d'annulation formulée en termes de requête est dès lors devenue sans objet.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze juin deux mille vingt par :

M. O. ROISIN, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme L. BEN AYAD, greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

O. ROISIN